

LES REVENDICATIONS SYNDICALES DOIVENT RAPIDEMENT GUIDER LE FUTUR GOUVERNEMENT

Les travailleur.ses, étudiant.es, lycéen.nes, retraité.es, privé.es d'emploi exigent la justice sociale via une juste répartition des richesses.

Pour répondre à cette exigence, cela fait 8 semaines, que la voix des urnes a clairement et sévèrement sanctionné la politique antisociale d'E. Macron.

Durant les Jeux olympiques, la vie ne s'est pas arrêtée. Il faut pouvoir dignement se nourrir, se loger, se déplacer, se soigner, étudier. Nous sommes de moins en moins à y parvenir. Pour répondre à cette urgence sociale il faut des mesures fortes pour le monde du travail et la jeunesse. Nous n'avons pas le luxe d'attendre. Nous ne vivons pas de médailles.

Nos organisations syndicales demandent des mesures à mettre en place dans les plus brefs délais, notamment :

- ✚ Abroger la réforme des retraites 2023,
- ✚ Augmenter tous les salaires, les pensions et les minima sociaux,
- ✚ Garantir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes,
- ✚ Reconstruire et renforcer des services publics partout sur le territoire et revaloriser tous les personnels.
- ✚ Élaborer une politique ambitieuse pour lutter contre le changement climatique et s'engager sur la transition écologique.
- ✚ Garantir les libertés syndicales. Le syndicalisme est d'utilité publique.
- ✚ Garantir l'accès et la gratuité du service public de l'enseignement supérieur pour toutes et tous.

La feuille de route du futur gouvernement doit prioritairement intégrer ces revendications. Il devra également entendre la démocratie sociale sur tous les autres sujets et l'intérêt des travailleuses, travailleurs et de la jeunesse, porté par les organisations syndicales.

Les mesures de progrès social doivent s'imposer à toutes les entreprises et secteurs d'activité pour l'intérêt de toutes et tous. Emmanuel Macron n'a que trop joué la montre pour pouvoir continuer sa politique pourtant désavouée démocratiquement. Dans un contexte politique inédit, où le gouvernement « démissionnaire » tente d'imposer son budget et la poursuite de l'austérité, l'intersyndicale s'inscrit dans la perspective de se mobiliser pour répondre à l'urgence démocratique et sociale.

Elle invite dès à présent, à organiser syndicalement la riposte sociale sur tous les lieux de travail et d'études.

Bordeaux, le 29 août 2024